

Police de la discorde

Article rédigé par *Liberté politique*, le 25 juillet 2023

Après la courte mais intense séquence des émeutes qui a marqué le début de l'été, la question policière revient sur le devant de la scène après la mise en examen de quatre fonctionnaires à Marseille dont un placé en détention provisoire vendredi. La profession fait bloc et la gauche s'indigne de l'attitude de la hiérarchie qui défend ses hommes.

Un ministre inquiet ?

Pas promu Premier ministre comme il l'espérait, Gérard Darmanin a cependant été confirmé à sa place. Il doit aujourd'hui faire face à une défiance sans précédent de la police, une défiance qui n'est pas dirigée directement contre lui mais plutôt contre l'appareil judiciaire que la police juge trop laxiste.

Les manifestations de colère et de solidarité des policiers illustrent la situation dégradée d'une profession éprouvée. Le Premier ministre a envoyé le directeur général de la police nationale à Frédéric Veaux à Marseille et ce dernier s'est fendu d'un message de soutien aux policiers dans un entretien à la presse dimanche. Le préfet de police de Paris Laurent Nunez s'est aligné sur cette position. Face à une profession qui fait bloc, le ministre et les services déconcentrés de l'Etat semblent donc suivre leurs fonctionnaires. Ceux-ci se sont mobilisés en initiant une sorte de grève du zèle à Marseille. Les arrêts maladie ont par ailleurs explosé dans le département.

Une gauche qui surjoue l'émotion

Les principaux syndicats de magistrats ont dénoncé les propos du directeur général de la police nationale. La gauche Nupes est également montée au créneau, mais sans le Parti Communiste, pour réclamer le « rétablissement de l'ordre républicain dans la police » ainsi que le « respect de l'état de droit en France ». Après avoir pris position en faveur des casseurs lors des émeutes, la gauche poursuit cette stratégie en se cachant devant une très malléable séparation des pouvoirs. Celle-ci a pour conséquence de tracer de nouvelles frontières de ce côté de l'échiquier. En effet, les communistes et une partie des socialistes n'admettent pas cette ligne politique. Le président et les oppositions de droite apportent de leur côté leur soutien aux forces de police. Une unanimité qui semble condamner une partie de la gauche insoumise (ou presque) à la marginalité ou dans une moindre mesure à faire cavalier seul. Un horizon obscur se dessine pour cette gauche car le PS et les Verts, s'ils soutiennent LFI dans sa croisade anti-flic, n'ont pas pour autant souhaité faire de listes communes aux sénatoriales de septembre, pas plus qu'ils ne souhaitent s'allier lors des prochaines élections européennes.

Le virage pris par une partie de la gauche apparaît donc assez surprenant car il ne peut pas déboucher électoralement sur des résultats favorables tant l'opinion se range en faveur de l'ordre. Au-delà de la critique de la police, qui peut dans bien des cas s'avérer légitime, c'est une certaine forme de jusqu'aboutisme de la coalition des gauches qui semble aujourd'hui la mener à sa perte.

Olivier Frèrejacques

Délégué général de Liberté Politique